

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 septembre 2002
Français
Original: arabe

Assemblée générale
Cinquante-septième session
Points 36 et 162 de l'ordre du jour provisoire*

Conseil de sécurité
Cinquante-septième année

La situation au Moyen-Orient**Mesures visant à éliminer le terrorisme international****Lettre datée du 17 septembre 2002, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à mes lettres No 813/5/2002 du 23 juillet 2002 et No 828/5/2002 du 25 juillet 2002 et en réponse à la lettre datée du 5 septembre 2002 que vous a adressée le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de préciser les points suivants :

1. Israël occupe les fermes de Chebaa libanaises, et par conséquent les actes de résistance légitimes contre l'occupation israélienne ne se produisent pas « du côté israélien de la Ligne bleue » ni « de l'autre côté de la frontière, dans le nord d'Israël », comme cela est allégué, mais en territoire occupé contre des positions israéliennes militaires sur ce territoire. Compte tenu de ce qui précède, les actes de résistance à l'occupation israélienne n'entrent pas dans le cadre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité relative à la lutte contre le terrorisme, que le Liban applique, mais dans le cadre de la résolution No 46/51 de l'Assemblée générale, en date du 19 janvier 1991 et des autres résolutions pertinentes qui établissent une distinction entre le terrorisme, que nous condamnons, et le droit des peuples de lutter contre une occupation étrangère.
2. Cette occupation – appuyée par les pratiques belliqueuses d'Israël et ses actions militaires qui visent à provoquer et à menacer constamment le Liban, les violations par Israël de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'espace terrestre, aérien et maritime du Liban, et le mépris par Israël des résolutions des organisations internationales relatives à l'instauration d'une paix juste et complète dans la région – est ce qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales dont Israël seul assume la responsabilité.
3. Les avions de combat israéliens que la lettre israélienne mentionne pénètrent en profondeur quasi quotidiennement dans le territoire libanais, comme vous l'avez

* A/57/150.



signalé dans vos rapports au Conseil de sécurité, en particulier votre rapport sur la FINUL en date du 12 juillet 2002, publié sous la cote S/2002/746, dans lequel il est précisé que les avions se mirent à voler systématiquement vers la mer puis à entrer dans l'espace aérien libanais au nord de la zone d'opérations de la FINUL, évitant ainsi toute observation et vérification directes de la FINUL. Si le Hezbollah ouvrait le feu contre les avions israéliens dans le cadre de l'autodéfense et de la lutte légitime pour libérer le territoire, il ne tirait que sur les avions militaires israéliens qui violaient l'espace aérien libanais.

4. Le Liban, réaffirmant son droit légitime de libérer son territoire occupé par Israël, réitère son attachement à l'instauration d'une paix globale et juste conformément aux résolutions des organisations internationales dont Israël fait fi.

5. Israël poursuit sa politique de tromperie au Moyen-Orient, tirant parti des événements tragiques du 11 septembre en vue de faire accroire à la communauté internationale qu'il lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient tout en ne négligeant pas, conformément à ses procédés trompeurs, de demander la distribution des lettres qu'il vous adresse au titre du point de l'ordre du jour relatif aux « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », passant sur la raison principale du problème dans la région, qui est l'occupation des territoires arabes.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, au titre des points 36 et 162 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Houssam **Diab**